



**Jeunes chercheurs**  
**- ASIE -**

# Lettre Asie

**NUMÉRO 1**

**MAI 2012**

## Sommaire

<b>L'édito</b> . . . . .	<b>P1</b>
Professeur F. Charillon	
<b>Les articles</b> . . . . .	<b>p2</b>
Diplomatie nord-coréenne	
Gouvernance au Gujarat	
<b>Les rencontres</b> . . . . .	<b>p5</b>
Professeur F. Godement	
<b>Les comptes rendus</b> . . . .	<b>p7</b>
Journées d'études Chine	
Les Indes Savantes	
<b>Brèves et chiffres</b> . . . . .	<b>p9</b>
Budgets militaires, accords de coopération, élections, sommets internationaux...	
<b>Les publications</b> . . . . .	<b>p10</b>

## Contributeurs

Antoine Bondaz  
David Delfolie  
Magali Dupetit  
Pierre Journoud  
Hugo Meijer  
Frédéric Puppatti  
Marie-Hélène Scwhoob  
Solene Soosaitasan  
Charlotte Thomas

## L'édito

*L'édito donne à chaque numéro la parole à un officiel de l'IRSEM ou du MINDEF*

L'Asie est-elle le nouveau centre géopolitique du monde ? Les débats actuels sur le rééquilibrage américain en direction de cette région, la montée en puissance de la Chine et les inquiétudes régionales qu'elle suscite, constituent autant d'éléments qui pourraient le laisser penser.

En est-elle pour autant devenue le seul centre, jusqu'à éclipser – au détriment de l'Europe – la densité pourtant toujours forte des échanges transatlantiques, ou l'importance d'autres zones d'intérêt vital ? C'est là une autre question. Gardons-nous de verser dans la prédiction imprudente, pour ne retenir que le seul élément incontestable : l'Asie-Pacifique rassemble aujourd'hui des acteurs majeurs en plein essor économique, en quête de reconnaissance et d'autorité politique, et incontournables sur le plan commercial. La volonté exprimée lors du Shangri-La Dialogue, à Singapour en juin 2012 par le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian, de voir la France jouer tout son rôle de puissance globale dans cette zone, « partie intégrante de [son] environnement de sécurité », confirme ce diagnostic.

Du point de vue des études stratégiques, un investissement intellectuel fort pour une meilleure compréhension de cette région ne peut plus attendre. A ce titre, la création, par les jeunes chercheurs de l'IRSEM, d'un groupe de travail sur l'Asie, puis d'une Lettre consacrée, ne peut que nous réjouir. L'approche de la zone ne peut se réduire à des considérations d'ensemble sur les « émergents » : elle nécessite le concours et la finesse des experts du terrain. La question chinoise ne peut s'analyser du seul point de vue du système international global, dans un relent de guerre froide, ou dans une réminiscence des débats sur le "containment" : elle exige la prise en compte des nuances de ce voisinage complexe. Cette question chinoise ne résume pas non plus, loin s'en faut, la problématique asiatique.

La composition du groupe de travail ainsi créé, les connaissances des chercheurs qui l'animent dans leurs domaines de spécialisation respectifs, la qualité de ce premier numéro de sa Lettre, sont déjà autant réponses encourageantes aux défis intellectuels et stratégiques qui s'annoncent.

Frédéric CHARILLON, directeur de l'IRSEM

# Les articles

*Les articles de la Lettre Asie visent à porter un éclairage sur les enjeux stratégiques en Asie dans un format court. Ils sont inscrits dans trois rubriques : l'Asie du Nord-est, l'Asie du Sud-est et l'Asie du Sud.*

## Asie du Nord-est

### La stratégie de survie de Pyongyang et l'impossible abandon de l'arme nucléaire

*Antoine Bondaz est doctorant à l'IEP de Paris/CERI. Il est allocataire de recherche DGA et boursier IHEDN. Il est chargé de projet à Asia Centre.*

La mort subite de Kim Jong-il a ravivé dans les chancelleries les craintes d'un effondrement brutal du régime nord-coréen qui déstabiliserait l'Asie du Nord-est et aurait des conséquences sans précédent. Les commentaires se sont multipliés pour présenter l'irrationalité du régime nord-coréen et prévoir une catastrophe.

Certains, à l'aide de détails croustillants sur sa vie privée, ont décrit Kim Jong Il comme un homme fou et irrationnel. **Comment expliquer alors que le régime totalitaire se soit maintenu depuis plus de soixante ans en ayant comme ennemi la première puissance mondiale?** Certains, à l'aide d'éléments biographiques plus que sommaires, ont dressé un portrait de Kim Jong-eun qui leur permettrait de prédire la nouvelle politique de Pyongyang. **Comment expliquer alors que les services de renseignements du monde entier peinent toujours à comprendre le système et le processus de décision nord-coréen?**

**Il est encore tôt pour juger de la solidité de la succession ou d'une quelconque évolution majeure dans la politique du pays.** La quatrième conférence du Parti des Travailleurs de Corée le 11 avril 2012, la session de l'Assemblée Populaire Suprême le 13 et les célébrations marquant le centième anniversaire de la naissance de Kim Il Sung le 15, nous ont apporté quelques éléments à ce sujet mais ils restent insuffisants. Dans cet article, nous décidons de revenir sur **la politique étrangère de la Corée du Nord en insistant sur sa continuité et sa rationalité.**

Contrairement à de nombreux articles, nous estimons que **la Corée du Nord n'est ni une variable d'ajustement entre grande puissances, ni la « quatrième province » de la Mandchourie chinoise<sup>1</sup>.** Le régime nord-coréen a depuis 1953 adopté une stratégie de survie reposant sur l'utilisation habile des oppositions entre grandes puissances à travers notamment une série de provocations incluant l'arme nucléaire.

Il convient tout d'abord de replacer la Pyongyang dans son environnement régional. Si l'on se permet un parallèle avec un proverbe coréen, **la Corée du Nord est une crevette** (PIB en PPA estimé à 40 milliards de dollars en 2011) **face aux deux baleines que sont les Etats-Unis et la Chine** (PIB en PPA de 15 100 et 11 300 milliards, 1<sup>ères</sup> et 2<sup>ndes</sup> dépenses militaires mondiales en 2011). Même son voisin sud-coréen, plus faible économiquement

jusque dans les années 70, est désormais loin devant (1 600 milliards). **Pyongyang se trouve confronté à un environnement stratégique hostile** comme ce fut le cas du royaume de Corée pendant des siècles. **Comment dès lors assurer sa survie et son indépendance?**

**La Corée du Nord manipule les grandes puissances régionales afin de forcer leur soutien en perturbant leurs intérêts fondamentaux : la stabilité régionale pour la Chine et la non-prolifération pour les Etats-Unis.**

**Pyongyang, puissance secondaire, utilise habilement les oppositions entre grandes puissances** afin de défendre ses intérêts et d'assurer sa survie. Depuis la fin la seconde guerre mondiale, on peut souligner trois grandes phases durant lesquelles la Corée du Nord s'est servi de l'opposition entre le bloc soviétique et le bloc américain, l'Union Soviétique et la Chine, la Chine et les Etats-Unis.

A la fin des années 40, **Kim Il-sung manipula avec brio les élites soviétiques et chinoises** en minimisant leurs perceptions des intérêts américains dans la péninsule coréenne. Cela lui permit de s'assurer de leur soutien dans son entreprise de réunification forcée de la péninsule qui déclencha la guerre de Corée (1950-1953)<sup>2</sup>. A la fin des années 60, **Pyongyang joua de l'antagonisme croissant entre Moscou et Pékin** afin de forcer le soutien de l'Union Soviétique face notamment à une Chine se rapprochant désormais dangereusement de l'ennemi américain. Ces provocations incluent la tentative d'assassinat du président Park Chunghee, la capture du navire américain USS Pueblo, l'envoi de 130 commandos en Corée du Sud ou le détournement du vol YS-11 en décembre 1969. Perturbant la stabilité régionale, Moscou décida alors de soutenir son encombrant voisin.

**La fin des années 2000 apparait comme une répétition de l'histoire ; Pyongyang utilisant l'opposition croissante avec Pékin et Washington.** Cette fois, deux types de provocations sont à différencier : celles menaçant la stabilité régionale et celles concernant le programme nucléaire nord coréen. A travers les premières, Pyongyang cherche à s'assurer du soutien de Pékin. A travers les secondes, Pyongyang cherche à maintenir le contact avec Washington.

En 2010, Pyongyang a recours à deux provocations majeures vis-à-vis de la Corée du Sud : le torpillage de la corvette Cheonan ayant fait 46 victimes le 26 mars 2010 et le bombardement de

l'île de Yeonpyeong le 23 novembre 2010. Ces provocations ont eu pour conséquences de raviver les tensions intercoréennes et de légitimer un renforcement de la présence régionale américaine. Aux yeux de Pékin, cela conduit à une déstabilisation régionale. Hors, les deux intérêts fondamentaux de la Chine sont (1) **le maintien de la stabilité régionale** afin d'assurer son développement économique et de garantir la survie d'un régime mis en tension par une transition politique plus délicate que prévu (affaire Wang Lijun et destitution de Bo Xilai, contrôle renforcé sur les sites de micro blogging chinois suite aux rumeurs de coup d'Etat militaire...), (2) **la limitation de l'influence régionale américaine**.

Dès lors, **la Chine a cherché à rassurer Pyongyang de son soutien** en votant les résolutions du conseil de sécurité du 9 juillet 2010 mais en insistant pour ne pas nommer de responsable au torpillage du Cheonan, en acceptant les trois visites successives de Kim Jong-il entre 2009 et 2010, en accordant une aide économique dès 2010 et plus récemment en **annonçant l'envoi sans précédent de 500 000 tonnes d'aide humanitaire fin décembre 2011**, quelques jours après le décès du leader nord coréen.

Parallèlement, Pyongyang a **savamment utilisé la carte nucléaire afin de faire pression sur les Etats-Unis dont la non-prolifération demeure un objectif premier** et ce d'autant plus avec la question croissante du programme iranien.

Les avis divergent sur les motivations de Pyongyang de développer un programme nucléaire militaire. Si les faucons sud y voient un but militaire offensif, ils oublient sûrement qu'une "mer de feu" pourrait déjà s'abattre sur Séoul, situé à 40km de la frontière, en ayant recours à l'artillerie conventionnelle. On peut dès lors penser que Pyongyang a développé la bombe pour trois raisons. Tout d'abord, à **des fins de politique interne** afin de consolider le pouvoir et la légitimité de Kim Jong Il. Ensuite, à **des fins militaires défensives** afin de dissuader toutes puissances étrangères d'attaquer le territoire et de rétablir un équilibre stratégique avec la Corée du Sud<sup>3</sup> – l'expérience de la Libye ayant abandonné son programme d'armes de destruction massive est un exemple typique d'erreur stratégique pour Pyongyang. Enfin, à **des fins diplomatiques** comme arme de marchandage.

Ainsi, l'*Agreed Framework* de 1994 entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, a permis à Pyongyang d'obtenir **l'aide économique de Washington en échange d'un gel de son programme nucléaire**. Ce scénario a semblé se reproduire avec la reprise des négociations bilatérales avec les Etats-Unis (amorcée par Kim Jong-il), l'annonce surprise de l'arrêt du programme d'enrichissement d'uranium et des tests nucléaires et le retour des inspecteurs de l'AIEA en échange d'aide alimentaire et de garanties américaines

Le test d'un missile balistique par Pyongyang le 13 avril dernier a cependant bloqué toute réalisation concrète de cet accord. Dans ce cas précis, il convient de noter que cet essai ne semble pas avoir été réalisé afin de provoquer les Etats-Unis mais surtout afin de **légitimer Kim Jong-eun en réalisant les dernières volontés de son père**<sup>4</sup>. Il semblerait ainsi que **la Corée du Nord**

**adopte désormais profil bas jusqu'à la fin des élections présidentielles américaines**, signe de l'importance de la relation avec Washington.

En parallèle, il faut également noter la **volonté de Pyongyang de diversifier ses soutiens alors que l'emprise économique de Pékin sur son petit voisin devient préoccupante** pour le régime (le commerce sino-nord-coréen représente 83% du commerce extérieur de Pyongyang selon le KIPA sud-coréen). Les négociations amorcées avant la mort de Kim Jong-il avec les Etats-Unis, la visite de Kim Jong Il en Russie à l'été 2011 et le projet de pipeline et les tentatives d'échanges accrus avec l'Union Européenne s'inscrivent tous dans cette logique.

**L'héritage laissé par Kim Jong Il à son fils est donc celui d'un pays ruiné humainement et économiquement, mais qui a maintenu son indépendance à tout prix** en poursuivant un programme nucléaire militaire et en forçant le soutien chinois. Dans cette optique, **l'abandon définitif et de façon irréversible des capacités nucléaires nord coréennes et la dénucléarisation de la péninsule semble utopique** tant elle conduirait à une dé-légitimation et une chute du régime<sup>5</sup>. Après avoir assuré l'indépendance politique et militaire du régime, **une lourde tâche incombe à Kim Jong-eun celle de redresser le pays économiquement**.

Plus généralement, **le cas nord-coréen souligne l'impuissance des grandes puissances et l'absence de consensus entre les Etats-Unis et la Chine**. Dans un monde interdépendant, le pouvoir de déstabilisation du système international est également entre les mains du faible. Ce pouvoir de nuisance est d'autant plus fort que les intérêts sino-américains sont **interdépendants et divergents (stabilité versus non prolifération)**. La Corée du Nord jouera encore longtemps de l'opposition entre Pékin et Washington et cela ne permet pas d'être réellement optimiste quant à une résolution rapide d'un des plus grands problèmes de sécurité en Asie du Nord-est.

Le rôle de l'Union Européenne est plus que faible dans la péninsule. Cependant, **il est dans l'intérêt de l'Europe d'assurer la stabilité régionale**, les échanges commerciaux avec l'Asie du Nord-est dépassant ceux avec l'Amérique du Nord. **Seule une diplomatie européenne forte et cohérente, ne laissant pas le monopole de l'aide économique et humanitaire à la Chine et utilisant avec intelligence un rôle d'intermédiaire, pourra avoir un impact positif sur cette partie du monde**.

1. CHA Victor, "China's Newest Province?", *The New York Times*, December 19, 2011
2. CHRISTENSEN J. Thomas, *Worse than a monolith, Alliance politics and problems of coercive diplomacy in Asia*, Princeton University Press, Princeton, 2011, 306 pages
3. BONDZ Antoine, « La politique chinoise vis-à-vis de la péninsule coréenne et la relance des pourparlers à six », *China Analysis*, Asia Centre, n°36, février 2012
4. Conférence organisée par Asia Centre, "Korean security dynamics and the succession process, the stakes for the EU and its potential role", 25 Mai 2012
5. POLLACK Jonathan D., *No Exit: North Korea, Nuclear Weapons and International Security*, The International Institute for Strategic Studies, London, 2011, 247 pages

## Asie du Sud-est

*Un article spécial dans le prochain numéro reviendra sur les élections en Birmanie, la victoire de la Ligue nationale pour la Démocratie d'Aung San Suu Kyi et le processus de démocratisation du pays.*

## Asie du Sud

### Narendra Modi : 10 ans après, 10 mois avant

*Charlotte Thomas est doctorante à l'IEP de Paris/CERI et allocataire de l'IRSEM*

Il y a dix ans, le Ministre en chef du Gujarat<sup>1</sup> participait activement aux pogroms anti-musulmans qui secouaient son Etat. En 2012, et à l'approche des élections générales de 2014, il tente de se positionner comme un potentiel Premier ministre. Pour cela, il met en avant sa politique économique florissante pour faire « oublier » son rôle en 2002. Difficile, mais pas impossible.

Le 27 février 2012, la minorité musulmane du Gujarat commémorait les dix ans des pogroms dont elle a été victime en 2002. Plus de 2 000 personnes sont mortes et 150 000 ont été déplacées faisant de « 2002 » les plus graves attaques intercommunautaires depuis la Partition du sous-continent indien (en 1947, elle a entraîné la mort d'un million de personnes et le déplacement de 15 millions d'autres). Outre leur intensité, le fait marquant de ces pogroms est l'implication directe de l'appareil d'Etat gujarati au premier rang duquel l'actuel dirigeant du Gujarat : Narendra Modi. Nommé par son parti, le Bharatya Janata Party (BJP, parti pro-hindou), en octobre 2001 il a par la suite été triomphalement élu à ce poste en décembre 2002, puis réélu en 2007<sup>2</sup>. Il est aujourd'hui candidat à sa propre succession lors des élections locales qui doivent se tenir en décembre 2012 et où il est quasiment assuré d'être réélu.

En effet, nonobstant son rôle dans les pogroms, Narendra Modi jouit d'une très grande popularité dans son Etat, qu'il a fondée sur ses succès économiques. Le Gujarat se targue d'une croissance annuelle de 10,4% sur les cinq dernières années (8,6% au niveau national en 2011). La politique économique qu'il mène depuis dix ans au Gujarat lui a valu d'être désigné meilleur Ministre en chef de 2005 à 2007 (sondage national de l'hebdomadaire India Today) et de nombreuses autres récompenses. Ainsi, avec seulement 5% de la population indienne, le Gujarat rassemble 10% de ses entreprises et constitue 16% de la production industrielle et 17% des investissements du pays. En dix ans, Narendra Modi a créé près de 60 zones économiques spéciales (ZES)

afin d'attirer les principales entreprises nationales (Tata, Birla ou encore Adani) et internationales (Alstom, BASF, Ford, etc.). L'industrie est la clef de voûte de cette politique économique et contribue à la croissance à hauteur de 38%, principalement à travers les entreprises pharmaceutiques, la pétrochimie<sup>3</sup> ou l'industrie plastique. Symbole de cette politique volontariste, le Vibrant Gujarat Summit est organisé tous les deux ans afin de faire la promotion du Gujarat et attirer de nouveaux investisseurs.

A la différence des discours haineux anti-musulmans ayant marqué son arrivée au pouvoir, N. Modi prône désormais l'harmonie communautaire<sup>4</sup> et érige la croissance en valeur patriotique autour de laquelle il veut fédérer la population selon son nouvel adage « Sauna Saath, Sauna Vikas » (Tous ensemble et la croissance pour tous). Ce faisant, il souhaite dissimuler les nombreuses accusations dont il est l'objet conséquemment à son implication dans les violences de 2002<sup>5</sup>. Cette stratégie est à mettre en lien avec la tenue d'élections locales en décembre et surtout, d'élections générales en 2014. A l'approche de cette échéance, il doit gagner la confiance des partis politiques qui composent la National Democratic Alliance (NDA), la coalition dont fait partie le BJP et qui est actuellement dans l'opposition. Ceux-ci, soucieux de préserver leur banque de votes musulmans, sont réfractaires à l'idée de faire de N. Modi leur candidat au poste de Premier ministre. L'enjeu est de taille pour l'actuel Ministre en chef qui, d'après les médias, commencerait à se sentir à l'étroit au Gujarat. Ce jeu de séduction risque d'être difficile comme l'illustre l'attitude de Nitish Kumar, Ministre en chef du Bihar et membre de la NDA. En 2010, il avait refusé que N. Modi vienne dans son Etat pour le soutenir lors de la campagne, craignant que ce soutien lui soit préjudiciable.

Toutefois le salut de N. Modi reposera peut-être sur la configuration du champ politique indien. Trop vieux ou trop peu charismatiques, aucun leader n'émerge véritablement pour le moment au sein de la NDA. Ceci laisserait le champ libre au Ministre en chef du Gujarat car, s'il suscite parfois critique et rejet, il est également le plus connu de la coalition à l'échelle nationale. Par ailleurs l'United Progressive Alliance (UPA), la coalition du Congrès actuellement à la tête du pays, a essuyé

des sérieuses défaites lors des élections locales qui se sont tenues récemment dans plusieurs Etats du nord. Ces résultats montrent l'échec de Rahul Gandhi, candidat de l'UPA pressenti pour 2014, à rassembler les électeurs et amènent certains analystes à évoquer la « mort annoncée » de l'UPA. Si à deux ans du scrutin nous ne nous risquons pas à l'exercice périlleux et peu scientifique de la prospective, ce n'est peut-être pas le cas des diplomaties européennes et américaines. Depuis 2002, l'Union européenne et les Etats-Unis (entre autres) refusent d'octroyer un visa à Narendra Modi en raison de son implication dans les pogroms. Or son élection en tant que Premier ministre, ou pour le moins la possibilité de sa candidature à ce poste, remettront cette position en cause à coup sûr. De même qu'elles poseront la question de la justice dans la plus grande démocratie du monde.

1. Le Gujarat est un Etat situé sur la côte nord-ouest de l'Inde, au-dessus de l'Etat du Maharashtra. Il compte 50,6 millions d'habitants en 2001.
2. Sur les 182 sièges que comporte l'assemblée locale, il en remporte 127 en 2002 et 122 en 2007.
3. Signalons par exemple la raffinerie de Jamnagar exploitée par Reliance Petroleum Ltd., l'une des plus importantes au monde.

4. Comme l'illustre le rassemblement Sadbhavana (« Harmonie »), organisé en novembre 2011. Pour son anniversaire, N. Modi a mis en scène son jeûne de trois jours et y a convié les représentants de toutes les religions et notamment ceux des sous-communautés musulmanes du Gujarat.

5. En 2008 la Cour suprême a ordonné la création d'une commission d'enquête spéciale sur les pogroms de 2002, suite aux nombreuses plaintes dont était victime Narendra Modi. Parmi elles Zakia Jaffri et Sanjeev Bhatt sont deux cas emblématiques. Mme. Jaffri est la veuve du député Ehsan Jaffri assassiné par les émeutiers avec 68 autres personnes, alors qu'il a passé plus de 200 coups de téléphone aux membres du gouvernement local et aux députés pour obtenir du secours. Sanjeev Bhatt était officier de police en 2002. Il est désormais sous protection car il a dénoncé le rôle majeur de N.Modi en 2002 dont il avait directement reçu l'ordre de laisser-faire les émeutiers à l'encontre des musulmans.

## Les rencontres

*Les jeunes chercheurs du Groupe Asie de l'IRSEM organise, en comité restreint, des petits-déjeuners sur une base bimestrielle. L'objectif est de créer un lieu d'échange avec des universitaires, hauts fonctionnaires et hommes politiques afin de partager leur vision sur les enjeux stratégiques asiatiques.*

### **Petit déjeuner avec le professeur François Godement Ecole militaire, 2 février 2012**

*Diplômé de l'ENS et de Harvard, François Godement est professeur des universités à Sciences Po et directeur pour la stratégie d'Asia Centre; centre de recherches indépendant qu'il a fondé en 2005 et dont il a été président jusqu'en 2009. Il est senior policy fellow à l'European Council on Foreign Relations ; nonresident senior associate dans le programme Asie du Carnegie Endowment for International Peace et consultant extérieur permanent de la Direction de la Prospective du Ministère des Affaires étrangères et européennes. Ses recherches portent sur la politique étrangère chinoise, les relations sino-européennes et les questions stratégiques en Asie de l'Est.*

En préambule de son intervention, le professeur Godement s'est félicité de la création d'un groupe de jeunes chercheurs Asie à l'IRSEM en insistant sur l'importance du renouvellement et la nécessité de créer des équipes polyvalentes de chercheurs afin d'atténuer l'atomisation du monde de la recherche française.

Son intervention d'une heure, suivie de trente minutes de questions/réponses, a porté sur les grandes questions contemporaines du point de vue de la Chine.

La principale question économique pour la région est-asiatique demeure celle du découplage avec les économies occidentales. Ainsi, dans quelle mesure la croissance des économies de la région est-elle indépendante de la grande crise des systèmes occidentaux ? Ainsi, des craintes demeurent sur le modèle exportateur asiatique tant il a été touché par la crise de 2008 et même si, cette fois, la crise de 2011-2012 semble moins violente. En effet, les Etats-Unis, deuxième partenaire commercial de la Chine derrière l'Union Européenne, sont moins touchés que la zone euro qui elle semble s'enfoncer inexorablement dans la récession.

Ce glissement de la dynamique économique mondiale vers l'Asie n'a pour l'heure pas modifié les institutions internationales. Ainsi, si les émergents d'Asie disposent d'un pouvoir de coalition négatif, ils n'ont pas créé de système international bis - de contre modèle - et le G20 reste façonné par les décisions prises ultérieurement par le G8. Le passage progressif du pouvoir institutionnel de l'empire britannique vers les Etats-Unis dans les années 20-30, n'a pour l'heure pas de parallèle. La Chine refuse de prendre des responsabilités internationales qui correspondent à son poids économique et militaire.

Une question politique se pose sur l'usure des démocraties est-asiatiques que ce soit au Japon (manque d'alternance et instabilité des coalitions), en Corée du Sud (affaire de corruption, suicide des leaders politiques) ou à Taiwan (condamnation de l'ancien président Chen). Ainsi, cela fait ressortir l'efficacité pratique du management autoritaire chinois et remet en question le lien supposé entre croissance et démocratie. Cependant, et dans le même temps, on ne note pas de dynamique internationale d'un basculement vers l'autoritarisme, ni même la création d'une ligue des pays autoritaires.

Sur le repositionnement américain dans la région Asie-Pacifique, la question est de savoir s'il est ou non conjoncturel et lié à l'administration Obama . Il n'existe toujours pas de compromis historique entre la Chine et les Etats-Unis, et le premier se méfie d'une démocratie qui au fil des alternances modifie sa politique étrangère. Les Etats-Unis se trouvent de plus confrontés à une faible croissance ce qui, selon les décideurs chinois, atténue les velléités américaines tant l'interdépendance économique est grande entre les deux pays.

Il en est de même pour le Japon qui, bien que replié sur l'alliance avec les Etats-Unis, se rapproche économiquement de son imposant voisin (alliance de firmes, échange de monnaies) ce qui contribue à

découpler l'économique des questions de sécurité.

Le professeur Godement est revenu sur le processus de décision chinois en insistant tout d'abord sur l'existence d'une double culture stratégique en Chine. D'un côté une version de la politique étrangère dure/belligère et de l'autre une version « soft » reposant sur l'attraction commerciale. En effet, bien que les dirigeants puissent influencer des mouvements d'opinion nationalistes, ils cherchent dans le même temps à améliorer les relations de leur pays avec le voisinage afin d'éviter toute coalition.

Cette dualité est consubstantielle à la survie du régime et la politique étrangère chinoise demeure fortement influencée par des considérations de politiques internes et par des ministères de plus en plus puissants (ministère du commerce, de la défense, de la sécurité publique...). Contrairement à une idée répandue, l'idéologie ne constitue en rien le cœur de la politique étrangère chinoise.

Après avoir dressé un rapide bilan de son action , Hu Jintao a été présenté comme un leader inclassable dont personne ne connaît les convictions politiques tant il est, tout au long de son exercice du pouvoir, parvenu à un subtil équilibre entre les différents groupes de pouvoir cherchant le plus souvent à dépasser les débats inter factionnels.

Enfin, le professeur Godement a conclu sur les relations sino-européennes. Selon lui, le traité de Lisbonne n'a pour l'instant apporté aucune avancée pratique sur la force de frappe diplomatique européenne. La Chine le prouve en insistant – presque exclusivement - sur ses relations bilatérales.

L'Allemagne apparaît comme le pays qui gère au mieux ses relations avec la Chine en arrivant à séparer de façon pragmatique les questions économiques et politiques tout en cherchant à équilibrer la Chine en développant des partenariats avec ses voisins (dont la Mongolie et le Vietnam). Quant au Royaume Uni, son ambition de faire changer la Chine a disparu avec la fin de l'ère travailliste. Le récent bras de fer international quant à la taxation des émissions de carbone par les compagnies aériennes traversant l'espace aérien européen marque une nouvelle étape dans les difficiles relations sino-européennes.

*Le professeur Godement est en cours de rédaction d'un essai portant sur les grands débats d'idées en Chine.*

# Les comptes rendus

*Comptes rendus de conférences, séminaires de travail, livres ou collections littéraires sont rassemblés afin de souligner le dynamisme de la recherche sur l'Asie et d'en présenter l'actualité.*

## **Retour sur la Journée d'études de l'Irsem du 20 janvier 2012 L'évolution de la posture stratégique de la Chine depuis la guerre froide**

*Pierre Journoud est chargé d'études à l'Irsem et membre du Centre d'histoire de l'Asie contemporaine (Paris I)*

La journée d'études du 20 janvier, dont les actes seront publiés chez L'Harmattan, a permis de dresser un premier bilan de la réalité de la puissance de la Chine et d'en mesurer l'écart avec sa posture stratégique. Elle fut aussi l'occasion de fédérer des compétences civiles et militaires trop souvent éclatées sur l'Asie, de valoriser en particulier la « relève stratégique » incarnée par les doctorants auxquels le ministère de la Défense apporte son soutien financier.

Puissance nucléaire et spatiale, aujourd'hui forte du 2<sup>e</sup> budget militaire du monde et de nouveaux records d'investissements dans le secteur R&D, la Chine recherche à l'évidence une position hégémonique dans son environnement régional pour accéder à un statut de puissance globale. Parallèlement au développement de ses capacités de dissuasion stratégique, elle semble manifester une volonté de se doter d'une capacité de projection.

Trois grandes crises ont accéléré le choix de ses dirigeants de « moderniser dans l'ouverture » inauguré par Deng Xiaoping : la guerre-éclair avec le Vietnam de 1979 ; la guerre du Golfe en 1991 et la guerre au Kosovo en 1999. Pour combler son retard technologique sur ses concurrents occidentaux, la Chine procède à une modernisation rapide de ses forces armées. Elle exploite la difficulté pour les États-Unis d'instaurer un contrôle efficace des exportations de technologies duales vers sa rivale, pour développer les systèmes de C4ISR.

Ces efforts, portés par une synergie croissante entre industrie militaire et industrie civile, bénéficient à toutes les armes, même si le poids de l'armée de Terre est évidemment prépondérant. L'évacuation des ressortissants libyens en 2011 a révélé le rôle stratégique de l'armée de l'air, dont la doctrine plus offensive ne doit toutefois pas occulter le manque d'expérience opérationnelle, ainsi que le déficit de recrutement et d'encadrement.

C'est, en définitive, dans le domaine maritime et naval que les progrès, parfois inspirés de modèles étrangers (comme les porte-hélicoptères d'assaut amphibie de la Marine nationale française), sont les plus visibles. Puissance maritime de premier plan, avec cinq des plus grands ports mondiaux et la plus importante production mondiale de conteneurs et de navires de commerce, la Chine est en passe de devenir aussi une grande puissance navale. Ses moyens actuels ne doivent être ni sous-estimés, si l'on en juge par exemple au développement non anticipé de ses bâtiments de surface, ni surestimés, car ils demeurent très inférieures à ceux de la marine américaine ou même de la marine soviétique pendant la guerre froide.

La projection récente de certains de ses bâtiments dans des zones où la marine chinoise se montrait peu jusqu'alors incommode au premier chef ses voisins asiatiques, particulièrement dans l'espace de plus en plus conflictuel, en raison de sa situation stratégique et des ressources qu'il est supposé contenir, de la mer de Chine méridionale.

À côté des concepts confucéens d'ascension pacifique et d'harmonie, les autorités chinoises manient une rhétorique nationaliste plus dure qui inclut désormais la mer de Chine méridionale dans l'espace vital et les intérêts fondamentaux de leur pays. Au-delà de la recherche d'une sanctuarisation de cette mer pour protéger ses voies d'approvisionnement énergétiques et commerciales, comme sa base de SNLE au large de Hainan, Pékin n'a pas renoncé au retour de Taiwan dans son giron, qui permettrait à sa marine de s'affranchir des détroits japonais et gagner la haute mer. Ce durcissement nourrit un climat d'inquiétude régionale que peinent à tempérer les multiples échanges développés par les Chinois, dans un cadre bi- ou multilatéral, avec tous les États de la région.

Aggravé par le double processus de territorialisation de la mer et de maritimisation des enjeux, le risque de guerre, qui ne peut être écarté, nourrit les efforts de modernisation militaire des pays de la région, sans que

l'on atteigne encore le niveau d'une course aux armements.

La Chine développe à sa façon une doctrine Monroe pour réduire l'influence américaine dans la région. Menacés à terme dans leur hégémonie, les États-Unis opèrent un recentrage diplomatique et militaire sur l'Asie-Pacifique. Bien qu'il s'inscrive dans un processus d'interdépendance

économique et financière croissante, le dialogue stratégique entre Washington et Pékin demeure difficile. Face au Japon, qui recherche prudemment les voies d'une plus grande autonomie stratégique par rapport aux États-Unis, les éléments d'un conflit de puissances peuvent sembler réunis, dans une région où le dilemme de sécurité s'est aggravé un peu plus depuis l'apparition de la marine de l'APL dans le détroit d'Okinawa.

Sans doute l'écart est-il encore important entre l'image de la puissance chinoise et sa réalité. La Chine est encore très dépendante du monde extérieur, en particulier des exportations qui renforcent la nécessité de protéger les voies maritimes par où transitent 9/10<sup>e</sup> de ses exportations et 70 % de ses importations de pétrole.

Ainsi, dans l'océan Indien, sa quête de points d'appui et ses velléités de coopération militaire, économique et culturelle avec les pays de la région, notamment dans la lutte contre la piraterie, ne peuvent masquer sa dépendance majeure vis-à-vis des États-Unis : c'est à la V<sup>e</sup> Flotte qu'elle délègue encore, de fait, la protection de ses lignes d'approvisionnement.

S'il est aussi difficile de décrypter la réalité de la stratégie chinoise, au-delà des signaux contradictoires que sa posture régionale donne à voir, ce n'est peut-être pas seulement à cause des divergences internes qui la secouent jusqu'au sommet de son exécutif. Mais, peut-être plus simplement, faute d'une stratégie à la hauteur de l'ampleur et de la complexité des défis auxquels ses dirigeants sont confrontés.

Ont participé à cette journée d'études:

Xavier ALFONSI

Antoine BONDAZ (CERI-Sciences Po/IRSEM/Asia Centre)

Frédéric CHARILLON (IRSEM)

Barthélémy COURMONT (Hallym University)

Jean-Luc DOMENACH (FNSP/CERI)

Contre-amiral (2s) Jean DUFOURCQ (IRSEM)

Paul JEAN-ORTIZ (MAEE)

Pierre JOURNOUD (IRSEM)

Mehdi KOUAR (CESM - PARIS I)

Hugo MEIJER (CERI-Sciences Po/IRSEM)

Valérie NIQUET (FRS)

Colonel Jean-Christophe NOËL (IRSEM)

Marianne PÉRON-DOISE (EMM)

Emmanuel PUIG (Asia Centre)

Frédéric PUPPATTI (Lille 2/IRSEM)

Nicolas REGAUD (DAS)

Magali ROBERT-DUPETIT (CERI-Sciences Po/IRSEM)

Général (2s) Daniel SCHAEFFER

Alexandre SHELDON-DUPLAIX (SHD)

SHI Yinhong, (Renmin University)

Hugues TERTRAIS (CHAC - Paris I)

Contre-amiral Jean-Louis VICHOT (CESM)

## L'éditeur

### *Les Indes Savantes*

*David Delfolie, docteur en sociologie, est chercheur associé (IDHE) et chargé d'enseignement (M2 FSESG) à Paris 1 Panthéon-Sorbonne.*

Pour cette première Lettre Asie, plutôt que de céder au traditionnel compte-rendu de lecture, il a été décidé de mettre en avant un éditeur s'étant distingué par un investissement important dans la publication de travaux divers et variés relatifs à la région Asie-Pacifique. Même si quelques autres auraient pu faire l'objet d'un tel éclairage - Karthala notamment - le choix s'est porté sur Les Indes Savantes, dont la diffusion d'écrits académiques ayant trait au continent asiatique est devenue - cas unique en France - la principale vocation éditoriale.

Cette maison d'édition indépendante fut fondée en 2000 par une poignée d'amis, en particulier animés par une passion commune pour l'histoire. Elle s'est plus récemment agrandie en acquérant La Boutique de l'Histoire, une petite librairie également éditrice, dont l'ancien propriétaire est demeuré responsable de la collection afférente. Afin d'assurer sa pérennité, ses fondateurs ont fait initialement le double pari (réussi) de limiter le nombre de nouveaux titres édités chaque année - entre trente et quarante - en misant sur leur qualité et de la spécialiser sur quelques créneaux peu préemptés pour asseoir sa renommée.



Constatant un vide dans l'édition scientifique quant aux travaux sur l'Asie, c'est ainsi qu'ils ont pleinement investi ce domaine. A ce titre, elle coédite par exemple, dans le cadre d'un partenariat permanent, les ouvrages de l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC). Par ailleurs, gage de sérieux, elle a publié quelques grands noms de la recherche universitaire, à l'image des historiens Philippe Devillers ou Pierre-Bernard Lafont. Elle dispose aujourd'hui de trois grandes collections. Dans la plupart des cas, outre une sélection en interne, les manuscrits publiés sont soumis à des spécialistes extérieurs avant d'être acceptés.

La collection Les Indes Savantes regroupe sept sous-collections qui traitent de la région Asie-Pacifique dans sa diversité ; Etudes sur l'Asie (histoire), Etudes sur le Pacifique, Bibliographies et Dictionnaires, Religions, Mémoires sur l'Asie, Asie XXI (thématiques contemporaines), Le Temps Colonial. Une seconde collection, Les Rivages des Xantons, essentiellement ouverte à des travaux d'histoire, comporte huit sous-collections ; La Boutique de l'Histoire, Mondes Atlantiques, Mondes Méditerranéens, Histoire du Protestantisme, Sociétés Musulmanes en Afrique, Monographies Régionales, Livre et Métiers du Livre, Pierre Loti. Enfin, une troisième collection au catalogue plus modeste, Le Cannibale, est dédiée à la publication de romans ; elle compte par exemple des traductions d'œuvres malaises.

Les titres coédités avec l'IRASEC bénéficient généralement d'une assez large publicité auprès des experts ou

des universitaires spécialistes de l'Asie, même s'il convient d'ajouter que bon nombre d'entre eux, pour des raisons diverses, sont sujets à une appréciation plus ou moins mesurée de leur qualité dans la communauté scientifique.

On pourra toutefois rappeler, par exemple, le succès de l'excellent livre d'Andrée Feillard et de Rémy Madinier sur l'Islam indonésien contemporain, La fin de l'innocence ?, qui a fait l'objet d'une récente réédition mise à jour en anglais aux presses de la National University of Singapore.

S'agissant des autres ouvrages sur la région Asie-Pacifique, dont une partie est le fruit de versions revues et corrigées de thèses de doctorat remarquées, on peut retenir (arbitrairement), parmi une large sélection, ceux de l'historien Philippe Haudrère, celui de Monique Chemillier-Gendreau (Le Vietnam et la mer), celui de Marie-Sybille de Vienne (Les Chinois en Insulinde) ou encore l'opus passionnant de Nicole Bensacq-Tixier (Histoire des diplomates et consuls français en Chine, 1840-1912).

Enfin, concernant les dernières références publiées par l'éditeur, on recommandera avec intérêt un brillant tableau de la politique gaulliste à l'endroit de la Chine (Bernard Krouck ; De Gaulle et la Chine), une stimulante étude historique du nationalisme vietnamien non-communiste (François Guillemot ; Dai Viêt. Indépendance et révolution au Viêt Nam), ainsi qu'une monographie contemporaine inspirée - surtout destinée à un large public, mais non moins instructive - sur la nouvelle capitale de la Birmanie (Guy Lubeigt, Nay Pyi Taw).

## Les brèves et chiffres

*Brèves, chiffres et actualités cachées reviennent sur les grands enjeux stratégiques en Asie à travers des faits précis. Ils visent à rappeler des événements cruciaux pour la région et parfois délaissés dans les médias traditionnels*

### **L'Asie dépasse l'Europe en dépenses militaires**

La dernière édition du rapport annuel « Military Balance », publié par l'International Institute of Strategic Studies, insiste sur la réduction des dépenses militaires en Europe et qui concernent notamment 16 membres de l'OTAN. En parallèle, les dépenses militaires asiatiques continuent d'augmenter à un rythme soutenu. La Chine représente 30% de ces dépenses régionales (en nominal).

### **670,3 milliards de renminbi (Chine)**

Supérieur pour la première fois à la barre des 100 milliards de dollars (contre 700 milliards pour les Etats-Unis), le budget de la défense chinois pour 2012 est en hausse de 11,2% - après une augmentation de 12,7% en 2011. Pour la seconde année consécutive, ce budget est inférieur au budget consacré à celui du ministère de la sécurité publique ; budget qui atteint officiellement 701,7 milliards de renminbi.

### **Les cyber capacités chinoises sont une menace pour les Etats-Unis (Etats-Unis)**

Le 8 mars, la U.S.-China Economic and Security Review Commission (USCC) du Congrès a publié son second rapport sur les cyber-capacités chinoises – en partenariat avec Northrop Grumman. Le rapport intitulé *Occupying the Information High Ground* avance que les capacités chinoises présentent une menace pour la sécurité américaine ; que les réseaux de logistique et de transport américains pourraient être touchés en cas de conflit régional ; et souligne le lien entre les grandes entreprises de télécommunication chinoises (ZTE, Datang et Huawei) et l'Armée Populaire de Libération.

### **240 000 tonnes (Corée du Nord)**

En échange, entre autres, d'une aide alimentaire de 240 000 tonnes des Etats-Unis, la Corée du Nord avait accepté un moratoire sur les missiles longue-portée, les tests nucléaires et les activités nucléaires à Yongbyon (incluant les activités d'enrichissement d'uranium), ainsi que le retour des inspecteurs de l'AIEA. Cette aide est cependant désormais suspendue .

### **90 secondes (Corée du Nord)**

C'est le temps qu'il a fallu pour que le missile Unha-3, sensé mettre en orbite un satellite d'observation, ne se désintègre en plein vol. Après 2006 et 2009, ce nouvel échec, critiqué unanimement par le conseil de sécurité de l'ONU marque l'arrêt de toute coopération humanitaire entre Washington et Pyongyang.

### **Discours sur l'état de l'Union (Etats-Unis)**

*"America is back [...] Anyone who tells you that America is in decline or that our influence has waned, doesn't know what they're talking about [...] America remains the one indispensable nation in world affairs"*. Lors de son discours prononcé le 24 janvier, le président Obama a rappelé le rôle central que les Etats-Unis entendent jouer dans les affaires internationales. Il a également annoncé que les réductions budgétaires du Pentagone ne se feront pas au détriment de l'engagement dans la région Asie-Pacifique qui demeure la priorité de son administration.

### **Accord de lutte antiterroriste (Indonésie)**

Le gouvernement indonésien a annoncé, le 8 mars, la ratification prochaine de l'ASEAN Convention on Counter Terrorism, mis en place début 2007. L'Indonésie deviendra le septième pays de l'ASEAN (avec le Brunei, le Cambodge, la Thaïlande, les Philippines, Singapour et le Vietnam) à bénéficier d'un dispositif appuyé de coopération interétatique.

### **Sommet 2012 sur la Sécurité nucléaire (Corée du Sud)**

Les 26 et 27 mars derniers a eu lieu le sommet international sur la sécurité nucléaire en Corée du Sud, deuxième édition après le sommet de Washington en 2010. Parmi les 53 participants, on a pu noter la présence de Barack Obama et de Hu Jintao. Si officiellement la Corée du Nord n'était pas sur l'agenda des discussions, le communiqué de Séoul réaffirme les désirs partagés de désarmement nucléaire, de non prolifération et d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

### **51,60% (Taiwan)**

C'est le score du candidat nationaliste du KMT, Ma Ying-jeou, réélu président de la République de Chine, le 14 janvier 2012. Cette réélection consacre la politique de rapprochement avec la Chine malgré les critiques acerbes portant sur son bilan économique.

### **Accord Chine-Inde-Japon contre la piraterie (Océan Indien)**

Les trois puissances asiatiques se sont mises d'accord afin de coopérer dans leur lutte anti-piraterie dans l'Océan Indien. Le partenariat qui a débuté en février s'opère en parallèle des deux opérations multinationales EU Navfor et Task Force 151.

### **43 sur 44 (Birmanie)**

La Ligue nationale pour la Démocratie d'Aung San Suu Kyi aurait remporté la quasi-totalité des sièges pour laquelle elle se présentait dans des élections historiques en Birmanie, le dimanche 1er avril. Cela marque un tournant dans l'histoire politique du pays qui présidera l'ASEAN en 2014.

### **New York University (Etats-Unis/Chine)**

Cheng Guangcheng, l'activiste et promoteur des droits de l'homme en Chine étudiera à la rentrée 2012 dans cette université américaine. Après un imbroglio diplomatique ayant tendu les relations transpacifiques, une issue honorable semble avoir été trouvée pour les deux parties.

### **BRICS avec un B comme Banque**

En mars 2012, Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud se sont mis d'accord à New Delhi afin de créer une nouvelle banque consacrée au développement. Ces pays pesant 25% du PIB mondial entendent à moyen terme contrebalancer l'influence d'institutions internationales considérées comme occidentales, i.e. le FMI et la Banque Mondiale.

## Les publications des jeunes chercheurs

- BONDAZ Antoine, « Les terres rares en Chine : une politique de plus en plus contestée », *Notes*, Asia Centre, avril 2012
- BONDAZ Antoine, « La politique chinoise vis-à-vis de la péninsule coréenne et la relance des pourparlers à six », *China Analysis*, Asia Centre, n°36, février 2012
- BONDAZ Antoine, "An unprecedented power shift and the revival of East Asia", *Laboratoire de l'IRSEM*, IRSEM, n°5, 2012
- MEIJER Hugo, 'Contrôler l'incontrôlable ? La politique américaine de contrôle des exportations de technologies à double usage dans l'après Guerre froide', Fiche de l'IRSEM, No. 10.
- Frédéric PUPPATTI, "Etat des lieux des tensions en Mer de Chine méridionale : quelles perspectives pour 2012 ?", *Fiche de l'IRSEM*, N°15, Février 2012
- SCHWOOB Marie-Hélène, "L'enjeu de la terre : luttes de pouvoir entre gouvernement central et gouvernements locaux", *China Analysis*, Asia Centre, n°36, février 2012
- SOOSAITHASAN Solène, "Les relations stratégiques entre l'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan", *Revue Défense Nationale*, Tribune n°183, mars 2012
- SOOSAITHASAN Solène, "Les relations stratégiques entre la Chine, l'Inde et le Pakistan", *Revue Défense Nationale*, 749, avril 2012
- THOMAS Charlotte, JAFFRELOT Christian, « Facing ghettoisation in Ahmedabad : Juhapura from victimisation to self-help », in GAYER Laurent, JAFFRELOT Christophe ed. *Muslims in Indian Cities : Trajectories of Marginalization*, C. Hurst and Co., May 2012